

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-enjeu-depasse-tres-largement-le-Bresil>

« L'enjeu dépasse très largement le Brésil »

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : dimanche 10 avril 2016

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Ancien rédacteur en chef du « Monde diplomatique », Maurice Lemoine dénonce des manoeuvres politiques de la droite pour discréditer l'ancien président Lula et Dilma Rousseff dans le cadre de l'affaire du géant pétrolier Petrobras

Nadjib Touaibia : **Le Tribunal suprême fédéral (STF) du Brésil, qui se prononcera définitivement le 20 avril, a dessaisi le juge fédéral Sergio Moro de son enquête sur Petrobras, qui vise Lula. Quelle est votre réaction ?**

Maurice Lemoine. Il faut être prudent, car on assiste à un feuilleton à rebondissements. Cette décision n'en reste pas moins un élément important. Le juge Sergio Moro outrepassait ses fonctions. Ses imputations ne reposent pas sur une base légale. On est là dans des processus qui n'ont plus grand-chose à voir avec la justice proprement dite. Le juge fédéral qui avait pris un arrêté suspendant l'intégration de Lula au gouvernement avait, quant à lui, participé aux manifestations en faveur de la destitution de Rousseff et lancé des appels dans ce sens sur les réseaux sociaux.

La gauche est descendue dans la rue à la date anniversaire du coup d'État militaire de 1964. La situation est-elle comparable ?

La situation n'est pas comparable, dans la mesure où 1964 marque le début d'une dictature militaire. Il se trouve que certains secteurs de l'opposition ont, tout récemment, fait appel à l'armée. Mais le commandant en chef de celle-ci, Eduardo Dias da Costa Villas Bôas, s'est publiquement inquiété de ces appels.

On parle tout de même de coup d'État, s'agissant du forcing de l'opposition...

C'est en effet le débat du moment. Traditionnellement, lorsqu'on parle de coup d'État, a fortiori quand il s'agit d'Amérique latine, on pense à des déploiements militaires. En réalité, le concept est plus large. On peut estimer qu'il y a coup d'État quand l'un des pouvoirs publics en déplace un autre de façon non constitutionnelle, par la force ouverte ou dissimulée. Au Brésil, on est typiquement dans ce dernier cas et on retrouve une constante, c'est-à-dire des méthodes qui ont déjà été utilisées avec succès lors du renversement de Manuel Zelaya au Honduras, en juin 2009, et lors de celui du président du Paraguay, Fernando Lugo, en 2012.

La gauche a-t-elle encore la possibilité de stopper la procédure de destitution de Dilma Rousseff, alors qu'une commission parlementaire a recommandé sa destitution ?

Une chose est sûre : les récentes manifestations ont démontré qu'il y a un rapport de forces. Malgré les critiques de la gestion gouvernementale, la gauche n'accepte pas la destitution de la présidente récemment élue. Les secteurs conservateurs brésiliens sont en train de prendre le risque de provoquer une profonde fracture dans un pays où les gouvernements de gauche et l'opposition de droite s'affrontaient jusqu'à présent dans un contexte relativement apaisé, par comparaison aux pays environnants, notamment le Venezuela où il y a un antagonisme qui mène au conflit.

Si jamais elle conserve le pouvoir, Dilma Rousseff a-t-elle encore une marge de manoeuvre pour freiner la récession qui plombe l'économie du pays, vu le contexte international ?

Le contexte international ne favorise pas le Brésil, de même qu'il ne favorise pas l'ensemble des pays de gauche de

la région et même des pays de droite qui sont affectés par cette crise. Il est évident que l'entrée au gouvernement de Lula, si elle n'est pas entravée, aura pour objectif d'infléchir la politique très critiquée à gauche depuis le rapprochement avec les secteurs économiques de droite. Les marges de manoeuvre sont en effet réduites, mais avec une volonté politique, on peut à la fois changer le cours des choses et procéder au rassemblement des forces de gauche.

Malgré la chute du prix des matières premières ?

La marge de manoeuvre n'est plus celle qu'elle était, il n'y a pas si longtemps, mais c'est un dilemme auquel sont confrontés tous les pays de la région, la Colombie, le Pérou... Cela dit, ne nous y trompons pas, lorsque, au Venezuela, le président Chavez a mis en route ses programmes sociaux, le pétrole n'était pas à 100 dollars le baril, mais beaucoup plus bas. Il y a des choix politiques à faire. C'est, par exemple, le cas de l'Équateur, où le président Rafael Correa entend maintenir les programmes sociaux, malgré une situation difficile.

Quelles seraient les conséquences d'un retour de la droite au pouvoir ?

En résumé, ce sera un cataclysme dans un pays aussi important que le Brésil, une catastrophe pour la gauche et les secteurs populaires et paysans. Cela d'autant plus que le pays a été un acteur essentiel de l'intégration latino-américaine durant les quinze dernières années. L'enjeu dépasse donc très largement le Brésil. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que tous les présidents et ex-présidents de gauche latino-américains appuient ouvertement Dilma Rousseff et Lula.

Par **Nadjib Touaibia** pour

[L'Humanité](#). Paris, le 7 avril 2016